



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture de la Meuse  
Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau des procédures environnementales

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2017 – 2437 du 10 novembre 2017

**mettant en œuvre des mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution atmosphérique  
– société LACTO SERUM FRANCE à VERDUN –**

**La Préfète de la Meuse,  
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

**VU** le code de l'environnement et en particulier les articles L.221-1, L.223-1 et R.221-1 et L511-1, L512-20 et R.181-45 ;

**VU** le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel NGUYEN, Préfète de la Meuse ;

**VU** l'arrêté du 20 août 2014 relatif aux recommandations sanitaires en vue de prévenir les effets de la pollution de l'air sur la santé ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 avril 2016, modifié par l'arrêté du 26 août 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;

**VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2016 portant agrément de l'association de surveillance de la qualité de l'air de la région Grand Est – « ATMO Grand Est » ;

**VU** l'instruction du Gouvernement du 5 janvier 2017 relative à la gestion des épisodes de pollution de l'air ambiant ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°93-2764 du 8 décembre 1993 modifié autorisant la société LACTO SERUM FRANCE à exploiter une usine de déshydratation de produits dérivés du lait et ses annexes sur le territoire de la commune de VERDUN ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2010-2639 du 31 décembre 2010 autorisant la société LACTO SERUM FRANCE à poursuivre l'exploitation de ladite usine ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-1738 du 17 août 2015 mettant en œuvre des mesures d'urgence en cas d'épisodes de pollution atmosphérique ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-1052 du 17 mai 2017 accordant délégation de signature à Mme Corinne SIMON, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique et au déclenchement des procédures d'information-recommandation et d'alerte ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous  
40 rue du Bourg CS 30 512 55 012 BAR LE DUC CEDEX – Tél : 03 29 77 55 55 – Télécopie : 03 29 79 64 49  
[site internet : www.meuse.gouv.fr](http://site.internet:www.meuse.gouv.fr) [courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr](mailto:courriel:pref-courrier@meuse.gouv.fr)

VU le rapport SPRA-PRC-17-186D de l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est daté du 15 septembre 2017 ;

VU l'avis des membres du CODERST réuni en sa séance du 13 octobre 2017 ;

**CONSIDÉRANT** les seuils d'information-recommandation et d'alerte définis à l'article R221-1 du Code de l'Environnement pour l'ozone, les PM10, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre ;

**CONSIDÉRANT** que les situations de crise, lors des dépassements de seuils d'alerte, requièrent un engagement supplémentaire de tous les acteurs économiques par l'application de mesures d'urgence destinées à faire diminuer le niveau du pic de pollution atmosphérique ;

**CONSIDÉRANT** que les installations exploitées par la société LACTO SERUM FRANCE sur le territoire de la commune de VERDUN font parties des plus importants émetteurs de poussières de la région Grand Est (en moyenne supérieure à 10 t/an de poussières totales sur la période 2013-2015) ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prévoir et mettre en œuvre des mesures de réduction des émissions atmosphériques de poussières et/ou d'oxydes d'azote, en cas de dépassement ou de risque de dépassement du seuil d'alerte pour les particules PM10 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de revoir les conditions de mise en œuvre des mesures de réduction des émissions atmosphériques au vu des modalités introduites par l'arrêté inter préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique et au déclenchement des procédures d'information-recommandation et d'alerte ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Meuse ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - DISPOSITIONS**

La société LACTO SERUM FRANCE, ci-après dénommée « l'exploitant », pour ses activités exercées sur le territoire de la commune de VERDUN, est tenue de mettre en œuvre les mesures d'urgence définies dans le présent arrêté en cas de déclenchement de la procédure d'alerte à la pollution atmosphérique prévue par l'arrêté inter préfectoral précité pour le polluant suivant :

- PM10

Dès le déclenchement de la procédure d'information-recommandation prévue par l'arrêté inter - préfectoral précité pour le polluant PM10, l'exploitant se prépare à mettre en œuvre les mesures prévues par le présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – PROCÉDURE D'ALERTE POUR LES PM10**

#### ***Article 2-1 – Mise en œuvre des mesures d'urgence***

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage et met en œuvre les actions suivantes de réduction temporaire de ses émissions de poussières dans l'air ambiant :

- sensibiliser les opérateurs d'activités génératrices de poussières ;
- mettre en place une procédure de vérification immédiate des performances des outils épuratoires, du respect des valeurs limites d'émission et de mise en œuvre d'actions en cas de dérive constatée ;
- mettre en œuvre les actions prévues en cas de dérives constatées ;

- éviter les phases transitoires de process susceptibles d'émettre des poussières ;
- reporter les opérations de maintenance ayant un impact poussières ;
- limiter et/ou adapter le fonctionnement des installations de combustion utilisant des combustibles solides ou du fuel en vue de limiter les émissions de poussières ;
- reporter, dans la mesure du possible, à la fin de l'épisode de pollution certaines opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote ;
- reporter à la fin de l'épisode de pollution, si possible, le démarrage d'unité (s) à l'arrêt ;
- réduire l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution et dans tous les cas, reporter les tests de fonctionnement pendant la durée de l'épisode.
- réduire l'activité sur les chantiers générateurs de poussières et les fréquences de nettoyage et mettre en place de mesures d'évitement et de réduction (arrosage...) durant l'épisode de pollution ;
- Limiter au strict minimum l'usage des véhicules sur site ;
- Limiter dans la mesure du possible l'utilisation des transports par camion, en reportant par exemple les livraisons/expéditions non-urgentes, pendant l'épisode d'alerte ;
- Limiter les opérations génératrices de poussières diffuses (manutention, transport de composés pulvérulents, balayage, autres opérations liées au process...)
- Informer l'inspection des installations classées de l'état des installations et des mesures prises dans les 12 heures ouvrées qui suivent le déclenchement de l'alerte ;

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

#### ***Article 2-2 – Période d'application des mesures d'urgence***

L'exploitant est informé des déclenchements de seuil d'information/recommandation, d'alerte et de la fin des procédures par l'AASQA ATMO Grand Est à qui la DREAL Grand Est a délégué la responsabilité de la transmission de l'information. L'exploitant transmet à la DREAL Grand Est les coordonnées des contacts (nom, fonction, mail) qui recevront l'information.

Dès le déclenchement de la procédure d'information et de recommandation prévue par l'arrêté inter-préfectoral précité, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 2-1 du présent arrêté, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage.

Dès le déclenchement de la procédure d'alerte prévue par l'arrêté inter-préfectoral précité, l'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 2-1 du présent arrêté.

Leur mise en œuvre est effective de manière immédiate et jusqu'à information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.

#### ***Article 2-3 – Bilan des actions mises en œuvre***

Dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'information officielle de fin de l'épisode d'alerte, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées de la DREAL, un bilan qualitatif des actions conduites en application du présent arrêté.

Ce bilan comprend si possible une estimation des émissions de poussières totales et/ou de PM10 évitées.

#### ***Article 2-4 – Persistance***

En cas de persistance de l'alerte, la Préfète peut imposer à partir du niveau 3, après consultation d'un comité d'expert, dans le respect prioritaire des règles de sécurité, la mise en œuvre de mesures complémentaires.

### **ARTICLE 3 – ABROGATION DE PRESCRIPTIONS**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-1738 du 17 août 2015 sont abrogées.

### **ARTICLE 4 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 5 – RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, le délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **ARTICLE 6 – INFORMATION**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERDUN et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

### **ARTICLE 7 – EXÉCUTION**

– la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,  
– le Maire de VERDUN,  
– l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD 55),  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

**\* à titre de notification à :**

– Monsieur le Directeur de la société LACTO SERUM FRANCE- ZI de Baleycourt CS 50064 55102 VERDUN CEDEX.

**\* à titre d'information aux :**

– Sous Préfet de VERDUN,  
– Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,  
– Directeur départemental des territoires,  
– Délégué territorial de l'agence régionale de santé,  
– Chef du service départemental d'incendie et de secours.

BAR LE DUC, le **10 NOV. 2017**  
La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

  
Corinne SIMON